

BOUCLIER FATAL



Tête de méduse, Le Caravage

Romain Kroës

« Enfin il saisit dans ses mains ce bouclier aux diverses figures, que les flèches d'aucun mortel ne purent jamais ni rompre ni traverser. »

Hésiode, *Le bouclier d'Hercule*

« Que l'opinion est donc superficielle ! Elle ne comprend pas que ma motivation profonde est de favoriser l'épargne, l'épargne l'investissement, l'investissement l'emploi et l'emploi la croissance ! Est-ce ma faute, si les riches peuvent plus facilement épargner que les pauvres ? » Ainsi soliloquait Nicolas 1^{er} dit Le Peu, après que l'ambassade de sa majorité frondeuse eut pris congé de lui.

En ce funeste printemps de l'année 2010, le bouclier fiscal était devenu la cible de flèches qui menaçaient de le transpercer. Les traits venaient non seulement de front, mais aussi de derrière. La faute à la concurrence établie rue de Solferino, qui feignait de ne voir là que geste d'amitié envers les plus riches, en remerciement pour les frais de l'élection du prince, ainsi que pour les yachts, châteaux et autres aérodynes mis à sa disposition. Pourtant, l'on y partageait majoritairement la conviction que l'épargne constitue bien le fondement de l'économie. D'ailleurs, ledit bouclier avait toujours existé, même quand les affidés de rive gauche étaient au pouvoir ; il venait simplement d'être renforcé. En outre, il ne privait la recette fiscale que d'une quatre-centième partie d'icelle. Petit dol, mais grand symbole. Certes, comme tel, il méritait l'exergue, mais pas au rang de l'une des trois plus importantes doléances adressées à la politique élyséenne de toutes parts, y compris de celle du duc de Bordeaux, avec la mort-née redevance sur la peste carbonique et le démembrement par deux du corps des serviteurs de l'Etat.

Mais pour le Parti de Solferino, honteux d'avoir à s'expliquer sur les échéances afférentes à la dette, c'était un don du ciel. Ses stratèges savaient fort bien que l'éviction du bouclier ne suffirait pas à réduire la dette et les déficits

conformément aux exigences des traités de Maastricht et de Lisbonne qu'ils avaient approuvés. Des mesures drastiques et dures à la plèbe s'imposaient ; le haro sur le bouclier constituait le moyen de parler d'autre chose et de ne point dévoiler l'unique pensée en la matière. Le grand bruit qu'ils menaient en battant la campagne, laissant entendre que ce bouclier faisait peser sur les pauvres seuls le fardeau de la dette et réussissant à ébranler la confiance en la politique élyséenne, permettait aux nostalgiques des années Mitterrand et Jospin d'entrevoir une opportunité de retour au pouvoir, après que l'actuelle majorité aurait exécuté seule les tâches les plus ingrates.

Pris à ce piège, Le Peu semblait bien n'avoir le choix qu'entre deux solutions. Ou bien il dissolvait l'Assemblée et, son parti perdant les élections, il associait celui de Solferino au pouvoir en adoubant un premier ministre issu de ses rangs, réussissant ainsi le consensus nécessaire à la prise de décisions impopulaires et torpillant à l'avance toute candidature de rive gauche en 2012. C'est ce qu'avait réussi avec succès, bien qu'involontairement, son prédécesseur. Ou bien, tout en prétendant devant ses partisans ne rien changer du cours approximatif de sa *governans*, il prenait l'initiative de remiser lui-même l'objet litigieux, dans l'espoir d'ôter son unique argument à la concurrence. Dans les deux cas, le bouclier était condamné. Eh bien ! contre toute attente il fut maintenu. C'était donc bien qu'il répondait à une plus profonde motivation.

On avait en effet grand tort d'imputer ce cadeau fiscal à la seule fantaisie gratifiante du prince. Conformément à l'une des superstitions de son époque, ce dernier croyait dur comme fer à l'effet multiplicateur de l'épargne sur l'économie, seul remède par lui envisageable à la crise. Tout concourrait à le conforter dans cette croyance. Les théoriciens, qu'il n'avait pas lus mais dont il avait entendu parler, n'authentifiaient-ils pas presque unanimement le rôle démiurgique de l'épargne ? Les Prix Nobel, dont on lui avait dit grand bien, n'en

témoignaient-ils pas chaque année que Dieu fait ? Sa propre fréquentation de l'économie — de ses petites camarades d'école qui jouaient à la marchande jusqu'au poste de contrôleur général des finances qu'il avait accepté en attendant mieux dans le gouvernement de Jehan-Pierre du Poitou, en passant par ses relations alte-sequanaises avec les promoteurs immobiliers et par sa propre comptabilité des gratifications diverses qui l'enrichissaient durant son sommeil — n'était-elle pas de nature à fortifier sa foi ?

Tous les agioteurs, sur la foi de leur expérience, peuvent témoigner sous serment que l'argent engendre l'argent. L'évidente ressemblance de ce miracle avec celui de la multiplication des pains rend d'autant plus diaboliques les rares tentatives de désenchanter le mystère. Elles osent prétendre, en effet, que toute augmentation d'argent émanerait d'une pure invention par le banquier général gestionnaire des deniers publics, que ce serait cette invention quotidienne *ex nihilo* qui en dernier ressort grossirait la dette publique, et que de ce fait les intermédiaires qui en perçoivent les intérêts ne seraient qu'engeance parasitaire. Politiciens, journalistes et bien entendu financiers s'accordent, par delà leurs conflits et divergences, pour ignorer ces thèses impies qui n'ont d'ailleurs droit de cité ni à l'université, ni dans les médias. Le bouclier ne pouvait donc qu'être maintenu, au moins en son principe. Et depuis lors, on attend en toute confiance, de l'épargne qui en est escomptée, la divine reprise. Mais il est à craindre que la plèbe ne fasse pas preuve d'une suffisante patience.

Romain Kroës